



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration de la société.

Au côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29 % du capital, et de la Commune de Palavas-les-Flots, la Ville de Montpellier apparait comme l'actionnaire public principal de la société, à hauteur de 41,38 % du capital ; la Ville de Montpellier occupe à cet effet 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont la Présidence de la société en la personne de Michaël DELAFOSSE.

Dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques et l'organisation de l'action publique en matière d'aménagement, de construction et de logement sur le territoire, un projet de rapprochement du Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat est engagé. Les objectifs associés à la perspective de ce rapprochement consistent à :

- favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement,
- renforcer les synergies entre les différentes entités,
- développer un travail partenarial avec les 31 communes de la Métropole,
- consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Concomitamment à l'étude sur les scénarios de rapprochement entre les différentes entités qui a été présentée lors du Conseil d'Administration de la SERM du 1^{er} décembre, il a été décidé d'ouvrir la réflexion sur la modification des statuts de la SERM afin d'y intégrer la possibilité de développer de nouveaux projets, ayant trait à des activités de construction, et de gestionnaire de logements sociaux, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre, qu'au travers de ses filiales.

Cette modification, qui ne préjuge en rien du montage juridique de rapprochement retenu à l'issue du dialogue social, pourrait nécessiter la demande d'un agrément logement social auprès du Ministère.

Le Conseil d'Administration de la SERM, en date du 1^{er} décembre 2021, a proposé la convocation d'une future AGE en vue d'approuver le projet de modification des statuts de la société relative à son objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SERM est le suivant :

« La société a pour objet d'entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.

Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession.

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

La Société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La Société pourra également à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Occitanie et ses départements limitrophes, intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM ci-dessus évoqué, en y adjoignant la mission complémentaire suivante :

- Entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux tel que visées à l'article L.481-1 du code de la construction et de l'habitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur ASLANIAN, à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-180605-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Proposition_modif_statuts_SERM_2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.